

Pour un meilleur Contenu local dans le secteur du Pétrole et Gaz au Sénégal

Une contribution du Groupe Oil and Gas des professionnels de la diaspora sénégalaise (GPSOG).

Lundi le 25 mai 2021

Préambule et Constat

Une nouvelle loi sur le contenu local est récemment promulguée et ceci constitue une excellente nouvelle pour le Sénégal. Elle sera sûrement source d'opportunités pour beaucoup de professionnels sénégalais ainsi que des investisseurs nationaux.

Il faut néanmoins noter deux points importants :

- En raison des lenteurs administratives, le contenu local reste limité dans les phases projets pour Tortue GTA et Sangomar. A titre d'exemple dans toute cette phase de construction de la plateforme de stockage et déchargement de pétrole (FPSO) de Sangomar, aucun équipement majeur n'est fabriqué au Sénégal. Le contenu local est principalement orienté sur la phase future opérationnelle des bateaux.
- Même à défaut d'un cadre légal fort, les organes de l'Etat peuvent recommander des sociétés sénégalaises pour chaque service ou équipement lorsqu'ils existent localement.

Dans la plupart des pays où il y a des opérations offshores, un certain nombre de services sont exclusivement réservés aux entreprises locales ou à actionnariat majorité locale. Si nous laissons une compétition directe entre les sociétés sénégalaises et les sociétés étrangères sur ces services, nous n'aurons que très peu de contenu local. La plupart des Sociétés de service et Opérateurs pétroliers ont déjà des contrats cadre en place avec les fournisseurs de service internationaux. Ces derniers ont aussi souvent plus de moyens et d'expériences, ce qui rend la compétition avec les sociétés locales sénégalaises déséquilibrée.

Le modèle économique des grandes sociétés étrangères en place est généralement basé sur la fourniture de services dédiés à chaque client avec comme conséquences :

- Des opérations en silo empêchant toute synergie,
- Des acteurs nationaux cantonnés au rôle d'interface.

La création de Champions Sénégalais offrant des services mutualisés permettrait à la fois de réduire les coûts et d'aligner les intérêts des entrepreneurs locaux et ceux de la Nation.

Il faudrait néanmoins éviter le piège de la nationalisation forcée des opérations. Dans plusieurs pays africains producteurs de pétrole, des politiques ambitieuses mais insuffisamment muries ont abouti à :

- Du contenu local au prix fort sans réel transfert de savoir-faire
- Créer des coquilles sans réduire le contenu étranger d'où la notion de **contenant local**.



Parmi ces services : la logistique onshore, les laboratoires de test, la gestion des déchets, la restauration offshore, la maintenance et réparation, les échafaudages, la préfabrication de structure et tuyauterie, la plongée, HSSE, les équipements de protection etc... Dans ce sens, nous saluons l'attribution récente de la future base logistique à un Groupement d'investisseurs Sénégalais.

Quelques actions à considérer

Il y a un certain nombre d'actions rapides que nos organismes d'Etat pourraient envisager afin de donner plus d'impulsion au contenu local :

- Avoir une base de données de fournisseurs sénégalais qualifiés sur tous les services et produits disponibles dans le pays ;
- Explorer l'idée d'un partenaire local obligatoire pour répondre à un appel d'offre au Sénégal sur l'offshore ;
- Imposer un quota de sénégalais parmi les équipes dirigeantes des sociétés étrangères installées au Sénégal ;
- La nécessité d'avoir des experts sénégalais dans tous les organes de l'Etat. L'offshore est une industrie où les niveaux d'expertise et d'expérience requis sont très élevés ;
- Avoir quelques ingénieurs de PETROSEN sur les chantiers de fabrication des bateaux à Singapour et en Chine pour au moins 6 mois avant la fin des projets. En dehors de l'apport financier, ces projets doivent permettre de capitaliser au maximum de l'expérience et de développer l'expertise sénégalaise.

Obligation de mesure

Mesurer avec des indicateurs quantitatifs en temps réel tous les éléments du contenu local est nécessaire pour assurer la mise en œuvre effective de cette politique. Il faudrait une commission qui valide toutes les dépenses de l'Opérateur avant que cela ne soit déduit des coûts d'investissement (Cost oil et Cost gas). Cette commission devra vérifier scrupuleusement si les sociétés sénégalaises ont été consultées et les objectifs de part de marchés fixés ont été atteints dans ce cost oil (en dollar et en pourcentage). Un organe de contrôle et de vérification, mission dévolue au nouveau comité national de suivi du contenu local pourrait aussi permettre d'assurer une totale transparence sur les appels d'offre et donner plus de visibilité sur les résultats obtenus en matière de contenu local.



Des objectifs de pourcentage à court et moyen terme doivent être définis en phase développement comme en phase production.

Il serait d'ailleurs important de mesurer le pourcentage de contenu local obtenu sur les montants d'investissement de Sangomar et Tortue sachant que dans des pays comme le Brésil, l'objectif pour les opérateurs est de 40% et il serait raisonnable d'avoir à court terme au moins un objectif de 20% du montant total d'investissement à dépenser dans le pays, en plus des autres avantages immatériels.

Moyens de mise en œuvre et de tangibilité pour les prochains CPP (Contrat de Partage de Production)

Les engagements pris dans le CPP reflètent les objectifs, priorités et les livrables de la JV. Si les politiques de contenu local y figurent, alors elles auront force d'exécution pour toutes les parties directes ou indirectes.

Les mesures de mise en œuvre de la politique de contenu local sont tardives et il existe un sentiment persistant de course perdue d'avance alors que les opérateurs et leurs sous-traitants progressent sur l'exécution du projet, à distance, avec peu de prise des privés sénégalais sur les équipes projets, les acheteurs de services et le planning.

Pour que les privés sénégalais participent, ils doivent avoir accès aux opérateurs et surtout aux EPC, qui dans les faits, dépensent l'essentiel du budget d'investissement et achètent les équipements et services.

Les opérateurs et les sociétés d'Ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) ont ouvert des bureaux de représentation, qui coordonnent avec les départements ministériels de tutelle, mais ne sont pas décisionnaires sur l'attribution des marchés internationaux ou locaux. Leur compréhension du tissu économique local et des services notamment internationaux disponibles localement est de ce fait très faible.

- Lors des négociations du CPP, l'Etat et ses représentants devraient identifier les activités, métiers et services de manière exhaustive et détaillée sur la base d'un cahier des charges provisoire convenu avec les Compagnies Pétrolières. L'Etat pourrait faire appel à des experts sénégalais pour assurer la revue des activités afin de fixer dans le CPP les politiques et objectifs de contenu local du CPP. Aucune Décision Finale d'Investissement (FID) ne devrait être prise sans un plan de contenu local de la part de l'opérateur détaillé et chiffré.
- Il serait judicieux d'indiquer dans le CPP qu'une partie des « équipes projets » devraient résider au Sénégal dès la signature des contrats majeurs et qu'ils sourcent en priorité au Sénégal avant d'aller chercher à l'étranger.
- Il faudrait fixer des objectifs stratégiques, ambitieux et atteignables de contenu local. Ils doivent être quantifiés en Man/hour et valeur monétaire. Une approche par filière serait souhaitable afin de consolider de l'expertise et constituer des opérateurs économiques forts dans leurs domaines respectifs capables de prospérer au-delà desdits projets au Sénégal et ailleurs.

Moyens de mise en œuvre et de tangibilité pour les CPP en cours d'exécution

Le rapport de force étant totalement inégal entre les privés sénégalais et les opérateurs/EPC, il faudrait donc saisir l'opportunité offerte par les demandes de changements de programmes, de variations de prix ou d'acceptation des cost of oil des Compagnies Pétrolières auprès de l'Etat pour obtenir des parts de marchés supplémentaires pour les sociétés de biens et services sénégalaises. Les mesures d'accompagnement proposées sont satisfaisantes et doivent être également prises en charge par les partenaires directes et indirectes au CPP.

Il faut dès à présent identifier dans les CPP, notamment dans le midstream et downstream des projets, des opportunités de contenu local. Les infrastructures de transport, de distribution ou de stockage (Pipes, tank farms, gas plants) notamment pourraient être une opportunité pour des sénégalais de s'associer aux Compagnies Pétrolières concernées en apportant un concours financier à défaut de technique. Cela créerait une rente financière sénégalaise supplémentaire et de nature à consolider nos opérateurs économiques.

Contact:

Email: gpsog2020@gmail.com

Twitter: https://twitter.com/GPS_Oil_and_Gas

LinkedIn:

<https://www.linkedin.com/company/groupe-des-professionnels-s%C3%A9n%C3%A9galais-de-la-diaspora-dans-le-p%C3%A9trole-et-le-gaz-gps-o-g>